

Budget principal des dépenses

L'augmentation de la dette portera notre déficit de la prochaine année financière à 8.38 milliards. L'année prochaine, les frais d'intérêt représenteront plus que le budget total du gouvernement du Canada lors de son accession au pouvoir. Nous allons payer davantage en intérêt que le gouvernement n'avait dépensé cette année-là; davantage d'intérêt que les dépenses totales d'il y a 8 ans. C'est un fait que les gens ne devraient pas perdre de vue.

J'espère sincèrement que le public ne se laissera pas leurrer par les manœuvres du ministre et tout le mystère dont il a entouré ce budget, et qu'il se rendra compte que, cette année, le gouvernement va augmenter ses dépenses dans une plus forte proportion que l'année dernière, de 9.7 p. 100 au lieu de 9½ p. 100 l'année dernière. Le public se rendra compte, je l'espère, que cette augmentation globale de 4.3 milliards est la plus forte qu'on ait enregistrée depuis 1975. J'espère que le public s'est enfin rendu compte que le gouvernement s'y entendait pour falsifier les comptes en transférant certains prêts à des sociétés de la Couronne de façon à les faire disparaître du budget. Le gouvernement prétend réduire ses dépenses, alors qu'il se contente de les transférer à d'autres organismes pour qu'elles n'apparaissent pas dans le Livre bleu. Cette année encore, il a eu recours à cette méthode avec ses budgets supplémentaires, ce qui lui a permis de camoufler des dépenses de 400 millions. Le public n'en a pas été informé.

Permettez-moi de répéter ce que j'ai dit en commençant mon discours. Le ministre n'a même pas eu la courtoisie d'accorder aux députés les mêmes privilèges qu'aux journalistes qu'on enferme pendant un certain temps pour qu'ils puissent étudier les comptes avant leur publication. Le ministre ne nous a pas communiqué le budget à l'avance. Comme il n'a pas eu cette courtoisie envers les porte-parole des partis de l'opposition, les députés peuvent difficilement faire des commentaires précis. Le prédécesseur du ministre avait l'habitude de distribuer à l'avance le texte de son discours. C'est ainsi que procèdent la plupart des ministres.

C'est un livre admirable, et le secrétariat du Conseil du Trésor a, j'en suis sûr, consacré beaucoup de temps à réunir ces beaux petits tableaux de chiffres spécialement choisis pour que le gouvernement fasse bonne figure. Lorsqu'on a compilé ces données on n'a pas cherché, avant tout, à faire preuve d'honnêteté. De toute évidence, on a surtout voulu choisir les chiffres qui paraissaient le mieux. Ce gouvernement a corrigé ces chiffres de telle façon qu'il espère que la population aura ainsi l'impression qu'il fait du bon travail. C'est ce que le secrétariat et le ministre ont fait, et c'est la raison pour laquelle le vérificateur général insiste pour que le contrôleur général assume la responsabilité de la présentation des prévisions budgétaires. Il est évident que l'intention de l'équipe actuelle n'est pas d'informer le public mais bien de le tromper sur la prodigalité du gouvernement.

[M. Andre.]

Sans disposer à l'avance d'exemplaires de ces documents, il est difficile, je le répète, d'aborder la question en détail pour le moment. Cependant, au cours des jours et des semaines à venir, les députés peuvent être sûrs que nous nous acquiterons de nos responsabilités en procédant à une vérification minutieuse des prévisions du gouvernement afin de le forcer à mettre un semblant d'ordre et d'honnêteté dans sa façon de dépenser les deniers publics.

Des voix: Bravo!

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, je ne saurais faire autant de cas que les porte-parole de l'opposition officielle de ce que le ministre n'ait pas fourni à l'avance des copies de ces documents. Je ne pense pas que les députés de l'opposition seraient beaucoup plus avancés s'ils obtenaient copie de ces documents à 10 heures du matin plutôt qu'à 1 h 30 ou 1 heure de l'après-midi. J'estime que ce dont nous avons besoin, ce ne sont pas des documents une, deux ou trois heures avant la déclaration du ministre, mais bien des semaines ou des mois d'avance. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un gouvernement ouvert, ainsi que l'a recommandé le Vérificateur général. Il est inutile que le gouvernement s'entoure de secret, comme il vient de le faire. Permettez-moi de dire au ministre que même dans notre pays, il arrive un moment où un parti ministériel peut se retrouver dans l'opposition et regretter que lorsqu'il était au pouvoir, il n'ait pas fourni à l'opposition davantage de renseignements.

D'après le ministre, le gouvernement s'est lancé dans un programme d'austérité. J'estime qu'il est en train de réduire ses dépenses dans des domaines importants tels que l'enseignement secondaire, la santé et les services sociaux, non pas à cause d'une diminution des besoins dans ces secteurs, mais simplement parce qu'il a l'impression que c'est là une mesure populaire. Le gouvernement a plafonné les augmentations qu'il accordera pour défrayer les services de soins médicaux et d'hospitalisation, deux programmes littéralement créés à l'instigation du gouvernement fédéral et que défraient maintenant de plus en plus les gouvernements provinciaux. Le gouvernement a fixé une limite aux dépenses du Régime d'assistance publique du Canada en matière de services sociaux, encore un programme lancé par le gouvernement fédéral lui-même et dont les coûts accrus, à défaut d'être payés par le gouvernement fédéral, devront l'être par les provinces. Il a limité les montants qu'il acceptera de payer au chapitre de l'enseignement postsecondaire, dont les coûts pourtant augmentent. Il a fixé des réductions à des programmes d'emploi comme le PESMO qui avait à son actif de bonnes réalisations et réussissait à placer des travailleurs qui n'avaient pas les compétences courantes demandées à la main-d'œuvre, et pour qui échouaient toutes les tentatives faites par le ministère de la Main-d'œuvre pour les placer. Il a également réduit les allocations de formation de la main-d'œuvre. Il a apporté des compressions aux programmes de logement, alors qu'il y a encore des centaines de milliers de Canadiens mal logés.